

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du
développement durable et de l'énergie

Décret n° du relatif à l'enquête nautique

NOR : DEVT1511633D

Publics concernés : fonctionnaires et agents chargés des enquêtes nautiques.

Objet : modalités d'exécution de l'enquête nautique visée à l'article L.5281-2 du code des transports.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article L.5281-2 du code des transports prévoit qu'un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'exécution des enquêtes nautiques. Le présent texte apporte ces précisions.

Références : le présent décret peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime ;

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transport, notamment son article 33 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L.5281-1 et L.5281-2 ;

Vu le décret n°97-156 du 19 février 1997 portant organisation des services déconcentrés des affaires maritimes ;

Vu le décret n° 2008-113 du 7 février 2008 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

Vu le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;

Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Guadeloupe en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Guadeloupe en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Guyane en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Guyane en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Martinique en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Martinique en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Réunion en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Réunion en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil régional de Mayotte en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin du xx xx 2015 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon du xx xx 2015 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du xx xx 2015 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du xx xx 2015 ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1er

Au début de la cinquième partie du code des transports (partie réglementaire), il est inséré un livre II ainsi rédigé :

« Livre II

« LA NAVIGATION MARITIME

« TITRE VIII

« L'ENQUÊTE NAUTIQUE

Chapitre unique

Article R.5281-1.- Sans préjudice, le cas échéant, des enquêtes techniques et judiciaires qui peuvent être ouvertes, l'enquête nautique, mentionnée à l'article L.5281-2 du code des transports consiste à l'établissement d'un rapport circonstancié sur les faits, en vue notamment de prendre toute mesure administrative, y compris d'urgence.

Article R.5281-2.- Elle peut être conduite à la suite de tout événement de mer, au sens de l'article L.1621-1 du code des transports :

1° lorsque cet événement affecte un navire civil battant pavillon français où qu'il se trouve ;

2° lorsque cet événement implique un navire civil battant un autre pavillon, lorsque l'événement s'est produit dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale française ou a causé ou menacé de causer un grave préjudice au territoire français, à l'environnement, aux installations ou ouvrages sur lesquels la France exerce sa juridiction.

Article R.5281-3.- I. Le directeur interrégional de la mer peut décider l'ouverture d'une enquête nautique. Il en informe le ministre chargé de la mer, le procureur de la République et le directeur du BEAmer.

II. Le directeur interrégional de la mer compétent est celui qui comprend dans son ressort selon le cas :

1° le lieu où l'événement de mer s'est produit ;

2° le port d'immatriculation du navire ;

3° le lieu où l'événement de mer a causé ou menacé de causer un grave préjudice au territoire français, à l'environnement, aux installations ou ouvrages.

Lorsque plusieurs directeurs interrégionaux de la mer sont compétents en application de l'article précédent, ils s'entendent pour définir celui le mieux à même de prendre la décision d'ouverture de l'enquête nautique. A défaut d'accord, le ministre chargé de la mer désigne celui qui est compétent.

III. Lorsque le directeur interrégional de la mer ouvre une enquête, il en avise le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que, le cas échéant, le chef du centre de sécurité des navires compétent, qui lui communiquent toutes les informations qu'ils ont en leur possession.

Article R.5281-4.- Le directeur interrégional de la mer désigne un ou plusieurs agents disposant des compétences techniques et juridiques nécessaires, chargé de l'enquête dit « enquêteur ». Lorsque celui-ci n'est pas placé sous l'autorité hiérarchique du directeur interrégional de la mer, il recueille l'accord de l'autorité hiérarchique de l'agent.

L'enquêteur est autorisé à interroger soit seul, soit en présence de témoins, toute personne dans le cadre de son enquête. Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur nautique, peut convoquer tous officiers ou membres de l'équipage du ou des navires mis en cause, ainsi que toute autre personne dont l'audition lui paraît utile. Les intéressés peuvent se faire assister d'un conseil de leur choix.

L'enquêteur nautique est tenu au secret professionnel conformément aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

Article R.5281-5.- Le procureur de la République est informé par tout moyen des infractions constatées lors de l'enquête nautique.

Dans ce cas, l'enquêteur peut procéder à l'audition de la personne dans les conditions prévues par l'article 61-1 du code de procédure pénale. Les procès-verbaux de constatation, qui font foi jusqu'à preuve du contraire, sont transmis au procureur de la République par tout moyen dans les plus brefs délais. Copie en est remise à la personne intéressée.

Article R.5281-6.- Sans préjudice des mesures qu'appelle l'urgence, un rapport d'enquête nautique est établi par le directeur interrégional de la mer dans un délai de 30 jours.

Le rapport mentionné à l'article R.5281-5 analyse les actions et les facteurs matériels ou humains qui ont concouru à l'événement de mer et peut proposer, conformément à la législation en vigueur, toutes mesures administratives ou disciplinaires, immédiates ou non, en vue de prévenir sa récurrence ou d'en limiter les effets.

Par ailleurs, l'enquêteur informe sans délai le directeur interrégional de la mer lorsqu'une procédure de suspension temporaire du droit d'exercer la profession de marin lui paraît devoir être mise en œuvre.

Ce rapport est transmis au procureur de la République et au directeur du BEAmer.

Article 2

Le livre VII de la cinquième partie du code des transports (partie réglementaire) est ainsi modifié :

1° Au chapitre II du titre Ier, sont insérés deux articles R. 5712-1 et R. 5712-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5712-1. – Pour l'application du titre VIII du livre II en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique, les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur de la mer ». A la Réunion, ces mêmes mots sont remplacés par les mots : « directeur de la mer sud océan indien ». »

Art. R. 5712-2. – Pour l'application de l'article R. 5281-3 en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique et à La Réunion, au III, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. » ;

2° Au chapitre II du titre II, sont insérés deux articles R. 5722-1 et R. 5722-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5722-1.- Pour l'application du titre VIII du livre II à Mayotte, les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur de la mer sud océan Indien ». »

« Art. R. 5722-2. – Pour l'application de l'article R. 5281-3 à Mayotte, au III, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. » ;

3° Au chapitre II du titre III, sont insérés deux articles R. 5732-1 et R. 5732-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5732-1.- Pour l'application du titre VIII du livre II à Saint-Barthélemy, les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur de la mer en Guadeloupe » ».

« Art. R. 5732-2. – Pour l'application de l'article R. 5281-3 à Saint-Barthélemy, au III, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. » ;

4° Au chapitre II du titre IV, sont insérés deux articles R. 5742-1 et R. 5742-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5742-1.- Pour l'application du titre VIII du livre II à Saint-Martin, les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur de la mer en Guadeloupe » ».

« Art. R. 5742-2. – Pour l'application de l'article R. 5281-3 à Saint-Martin, au III, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. » ;

5° Au chapitre II du titre V, sont insérés deux articles R. 5752-1 et R. 5752-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5752-1.- Pour l'application du titre VIII du livre II à Saint-Pierre-et-Miquelon, les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer » »

« Art. R. 5752-2. – Pour l'application de l'article R. 5281-3 à Saint-Pierre-et-Miquelon, au III, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. » ;

6° Au chapitre II du titre VI, sont insérés deux articles R. 5762-1 et R. 5762-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5762-1.- Le titre VIII du livre II est applicable en Nouvelle-Calédonie sous réserve des compétences dévolues à la collectivité en matière de police et sécurité de la circulation maritime s'effectuant entre tous points de la Nouvelle-Calédonie, et de sauvegarde de la vie humaine en mer dans les eaux territoriales par la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999. »

« Article R. 5762-2. I. Pour l'application du titre VIII du livre II en Nouvelle-Calédonie :

« 1° Les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « chef du service des affaires maritimes » ;

« 2° Au III de l'article R. 5281-3, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. »

7° Au chapitre II du titre VII, sont insérés deux articles R. 5772-1 et R. 5772-2 ainsi rédigés :
« Art. R. 5772-1.- Le titre VIII du livre II est applicable en Polynésie française sous réserve des compétences dévolues à la collectivité par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 sur le domaine maritime, dans les eaux intérieures et en matière de sécurité des navires d'au plus 160 de jauge brute qui ne sont pas destinés au transport des passagers ainsi qu'en matière de sécurité de la circulation et de la navigation dans les eaux intérieures. »

« Art. R. 5772-2.- Pour l'application du titre VIII du livre II en Polynésie française :

« 1° Les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « chef du service des affaires maritimes » ;

« 2° Au III de l'article R. 5281-3, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. »

8° Au chapitre II du titre VIII, est inséré un article R. 5782-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 5782-1.- Le titre VIII du livre II est applicable à Wallis-et-Futuna sous réserve des dispositions suivantes :

« 1° Les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « chef du service des affaires maritimes » ;

« 2° Au III de l'article R. 5281-3, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. »

9° Au chapitre II du titre IX, est inséré un article R. 5792-1 ainsi rédigés :

« Art. R. 5792-1.- Le titre VIII du livre II est applicable aux Terres australes et antarctiques françaises sous réserve des dispositions suivantes :

« 1° Les mots : « directeur interrégional de la mer » sont remplacés par les mots : « directeur de la mer sud océan Indien » ;

« 2° Au III de l'article R. 5281-3, les mots : « le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant ainsi que » sont supprimés. »

Article 3

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de la justice, Garde des sceaux, la ministre des outre-mer et le secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie, du
développement durable et de l'énergie,

Ségolène ROYAL

La ministre de la justice, Garde des sceaux

Christiane TAUBIRA

La ministre des outre-mer

George PAU-LANGEVIN

Le secrétaire d'État chargé des transports,
de la mer et de la pêche

Alain VIDALIES